



SITUATION - 2 ANS – FRANCE

Caceres, 15-16 octobre 2008

2005 = 8.154 ha / 3.644 exploitations / 22.992 tonnes

2008 = 6.400 ha / 2.439 exploitations / 17.000 tonnes environ

Les chiffres montrent que la première phase de la réforme fut loin d'être indolore dans notre pays : certains producteurs ont arrêté... parfois l'activité agricole tout court, une minorité a trouvé des niches de reconversion, le plus souvent d'ailleurs à partir d'un atelier existant déjà sur l'exploitation, certains ont réduit quelque peu leur surface pour minimiser les contraintes de main-d'œuvre... d'autres l'ont augmentée, spécialisant encore leur atelier en investissant et parfois mécanisant certaines étapes de l'itinéraire.

On le voit, avec une perte de 20% des surfaces, la situation globale est quasi identique à celle des autres pays ayant choisi le découplage minimal durant cette première phase. L'enjeu pour pérenniser la production est donc maintenant de dégager des perspectives stables, exercice peu évident dans le contexte global actuel. Cela passe d'abord par l'environnement politique et la volonté de nos ministres de pérenniser la culture.

Dans ce domaine, si nous nous sommes posé quelques questions sur la conviction des pouvoirs publics nationaux, jusqu'à cette fameuse rencontre à Agen, à laquelle participaient certains d'entre vous, ainsi que pendant les premières réunions de CSA, nous sommes aujourd'hui rassurés : La France s'est jointe au concert des principaux pays producteurs et a même pris quelques initiatives pour pérenniser l'OCM actuelle jusqu'en 2013. Il faut dire que cette ligne de conduite est en phase avec les prises de position françaises sur le Bilan de Santé de la PAC, ou en vue des négociations à l'OMC –qui se sont soldées par l'échec que l'on sait, au grand soulagement de MM SARKOZY et BARNIER qui n'avaient pas réussi à convaincre l'ensemble de leurs collègues européens.

Nous espérons maintenant que, dans le ou les deux mois qui restent, pour les négociations finales, la France jouera pleinement son rôle à la Présidence de l'Union et contribuera activement à orienter les débats dans le sens souhaité par la filière.

En effet, obtenir des avancées politiques dans les meilleurs délais, pour donner des perspectives aux producteurs est indispensable. Reste qu'il faut également que ces derniers trouvent un intérêt à produire du tabac.

Les progrès techniques, en s'appuyant sur notre institut de recherche, notre réseau d'expérimentation et nos structures professionnelles avec un encadrement technique performant peuvent y contribuer.

La diminution des contraintes de production pour améliorer la rentabilité et réduire la pénibilité, face à la concurrence d'autres spéculations moins gourmandes en main-d'œuvre et avec des cours à la hausse est également indispensable. Ainsi, en France, la mécanisation se développe, la présentation des récoltes est simplifiée, avec même la possibilité de livrer les Virginie en cartons au lieu des balles traditionnelles. Côté valorisation, l'approche est moins élitiste avec une grille resserrée et le recours à une prime unique, tous grades et variétés confondus. Nous avons également développé les livraisons directes à l'usine de Sarlat, ce qui diminue la manutention et donc les coûts pour les producteurs. Les variétés, résistantes à la majorité des maladies sont de mieux en mieux adaptées aux différents contextes locaux. Tout ceci était bien nécessaire pour maintenir sa rentabilité à la culture, car si nous avons un niveau de prix commerciaux parmi les plus élevés d'Europe (1.20€/kg en Virginie, 1.30 en Burley.), nous avons aussi un niveau de charges parmi les plus élevés.

Ainsi, avec les prélèvements sociaux réalisés en France, l'heure de main-d'œuvre revient à 12€ au producteur, même si c'est... malheureusement loin d'être la somme réellement reçue par le salarié. Et le tout avec près de 500 heures/ha en Virginie et plus de 700 en Burley.

Diminuer ce niveau, même si l'augmentation globale des charges dépasse encore 10% cette année, était donc vital, mais le tout sans régresser sur nos points forts de qualité et d'adaptation au marché qui nous ont permis de nous forger une image positive auprès des manufacturiers.

En résumé, avec des pouvoirs publics qui ont aidé financièrement à certains investissements... et une année climatique mal démarrée, mais qui s'est rattrapée par la suite, après deux récoltes 2006 et 2007 très sinistrées, on sent, aujourd'hui, que si les instances communautaires et le pouvoir politique (mais aussi les acheteurs...) jouent le jeu, il existe un avenir pour la tabaculture.

Et nous y comptons bien car nos producteurs, aujourd'hui, ont plus que jamais besoin du tabac, comme l'a illustré l'étude sur les productions alternatives (ou plutôt leur absence, à grande échelle !) menée par l'ANITTA, dans le cadre de l'ancien Fonds Tabac. La filière française est donc fermement décidée à jouer son rôle dans les combats des prochaines semaines et elle s'impliquera à fond dans les démarches de l'UNITAB.